

INFOLETTRE

ÉDITION SPÉCIALE – RENTRÉE PARLEMENTAIRE 2025



Mardi 14 octobre 2025



RENTRÉE PARLEMENTAIRE, SYNDICATS ET RUMEURS SUR LES DÉCRETS

La semaine dernière, le premier ministre a présenté ses priorités et demandé à tous ses ministres de trouver des façons d'être plus efficaces. Les CPA sont actifs et rappellent au gouvernement leur rôle essentiel en matière de formation et protection du public.

DIRECTIVE AU MINISTRE DU TRAVAIL

Le ministre du Travail Jean Boulet a reçu la directive de déposer un projet de loi pour moderniser le régime syndical. On ne sait pas encore ce que contiendra ce projet de loi.

► **Ce que nous disent nos sources**

Nous savons toutefois que le ministre du Travail étudie des modifications à la Loi sur les décrets. Le ministre Jean Boulet aurait toutefois des dossiers plus urgents. Nous croyons qu'il est peu probable que la LDCC fasse l'objet de modifications à très court terme.

► **Les CPA invitent le ministre à la prudence et offrent leur collaboration**

À la suite des récentes rumeurs et pressions exercées pour modifier, voire abolir, la Loi sur les décrets de convention collective, cinq CPA ont écrit conjointement au ministre du Travail pour lui rappeler notre rôle essentiel dans la formation et la qualification de plus de 30 000 travailleurs de métier dans l'industrie automobile. Nous lui avons dit qu'il devait être prudent et que s'il voulait moderniser notre rôle, il devrait le faire en collaboration avec nous. Déstabiliser le système pourrait provoquer une crise de compétences, nuire à la sécurité du public, relancer le travail au noir, et priver des travailleurs de centaines de milliers de dollars de revenus.

TOUJOURS PERTINENTS, TOUJOURS EN ÉVOLUTION

Alors qu'il manque de mécaniciens et autres métiers, et que le parc automobile est en pleine transformation avec l'électrification des véhicules et beaucoup de nouvelles technologies, le rôle des CPA en formation et qualification est central, surtout dans une industrie où près de 75 % des travailleurs n'ont pas de DEP. Les CPA sont prêts à revoir leurs façons de faire, nous voulons nous aussi une économie agile et performante, mais fragiliser la sécurité du public et les conditions de travail ne fait pas partie de la solution.